

CONSEIL GENERAL DU BAS-RHIN

Séance Plénière du 21 octobre 2013



Intervention de Guy-Dominique KENNEL

Président du Conseil Général

Mes Chers Collègues,

Une fois n'est pas coutume, je débiterai mon propos par une citation. Celle d'un philosophe français, Alain, qui disait « Le pessimisme est d'humeur ; l'optimisme est de volonté ».

Aujourd'hui, au moment où il nous appartient de débattre des orientations budgétaires pour l'année 2014, force est de reconnaître que le pessimisme pourrait être plutôt de rigueur, à minima si l'on s'en réfère simplement aux données chiffrées. Jugez-en plutôt avec ces quelques exemples :

- Le budget de plus de 500 millions d'Euros consacré cette année à nos missions de solidarité est, en valeur, égal au budget total de notre collectivité en 1998. Nous disposions à l'époque de moins de compétences mais c'est tout de même assez parlant !
- Depuis 2008, les dépenses sociales sont en hausse de 30% représentant ainsi plus de 120 millions d'Euros de charges supplémentaires, soit, excusez du peu, 80 points de fiscalité.
- Dans ce budget, le RSA est en hausse de +9,5 % depuis avril 2012 avec près de 10% de la population active bas-rhinoise qui perçoit cette allocation. Un actif bas-rhinois sur 10 !!! Soit 32 239 allocataires !
- S'agissant des compensations de l'Etat, le manque à gagner est de 136 Millions cette année et devrait être de 157 millions l'an prochain... Ce n'est pas nouveau mais cela s'accroît et s'accélère. Par ailleurs, à partir du moment où cela dépasse les 100 points de fiscalité, cela porte à réflexion et nous met au bord du précipice.
- Pour parachever le tout, c'est dans un contexte contraint que l'Etat décide de baisser les recettes qu'il nous donne de 12 M€ en 2014.

Je pourrais continuer longtemps avec d'autres chiffres tout aussi parlants mais je sais que vous avez tous conscience de la situation dans laquelle les Départements se trouvent aujourd'hui.

C'est dans ce contexte que s'est tenu le Congrès de l'Assemblée des Départements de France il y a 10 jours à Lille ! Les organisateurs avaient tout fait pour que ce moment soit l'un des temps forts de l'histoire de l'ADF en invitant tous les conseillers généraux de France. En fait, cette rencontre a effectivement été un temps fort... pour les élus du groupe de la Droite du Centre et des Indépendants qui ont quitté le

Congrès, sous les regards compréhensifs, voire envieux hors caméra, des élus du groupe majoritaire.

Alors que le Président de la République nous avait promis pour 2014 des recettes pérennes et suffisantes, le Gouvernement nous entraîne dans un marché de dupes avec le Pacte de Confiance signé en juillet dernier par l'ADF avec l'Etat. Ce pacte de Confiance prévoit un dispositif compliqué de péréquation, une affectation aléatoire d'une partie des recettes issues de la fiscalité perçues par l'Etat et une quasi-obligation d'augmenter les Droits Mutation à l'initiative des Départements.

Dans notre cas, cela devrait nous rapporter à peu près 24 millions d'Euros, à mettre en face des 21 millions de charges supplémentaires que l'Etat nous imposera en 2014... c'est ce qu'on appelle certainement des ressources pérennes et suffisantes... C'est vraiment se moquer, non seulement des conseillers généraux de toute la France, mais également de tous les élus locaux et de nos concitoyens qui vont pâtir de la baisse des aides et des soutiens accordés par les Départements.

Enfin pas tout à fait tous, puisque certains Départements « amis » ont pu profiter d'un véritable hold-up réalisé sur la 2^{ème} section du fonds de solidarité où 23 départements se répartissent une enveloppe de 85M€.

Aujourd'hui, face à une compensation insuffisante, des charges nouvelles, des dotations rognées et des engagements non tenus, les Départements sont asphyxiés. Nous ne pourrions très bientôt plus assumer convenablement nos missions. N'en déplaise aux dirigeants de l'ADF qui préfèrent faire allégeance que d'oser dire la vérité sur leur situation, les Départements vont mal.

Depuis le début de la crise, leur situation n'était pas facile, elle devient carrément invivable et pourtant nos concitoyens comptent sur nous au quotidien surtout les plus fragiles.

Leur priorité n'est pas d'apprécier la modernisation apportée par le changement sémantique de Conseil Général en Conseil Départemental. Leur priorité n'est pas d'avoir un binôme comme représentant au Département. Leur priorité n'est pas de vivre dans un canton de 47 000 habitants plutôt que dans un canton de 15 000 habitants.

Leur priorité c'est d'être accompagné au quotidien, de bénéficier de services de qualité, de disposer d'équipement publics adaptés...

Mais cette priorité n'est manifestement pas celle du Gouvernement !

Sa priorité à lui, c'est de mener des réformes dont personne ne voit l'intérêt si ce n'est certains caciques locaux qui s'assurent une carrière. Sa priorité n'est pas que nous devions renoncer à financer des collèges ou des routes pour faire face aux charges sociales qu'il nous a déléguées. Sa priorité, c'est de faire des économies en faisant supporter les efforts par les collectivités.

A Lille, pour la première fois dans l'histoire de l'ADF, c'est un vent de révolte qui a soufflé dans les travées du Congrès. Et ce vent n'est pas près de s'arrêter. Car pour l'an prochain, rien ne présage une quelconque amélioration dans la mesure où les mêmes causes produiront les mêmes effets. Cette fronde va donc se poursuivre bien au-delà des prochaines échéances si aucune réponse n'est apportée par l'Etat.

Ce qui vaut pour les autres Départements vaut aussi pour le nôtre. Dans les conditions actuelles, et ce n'est jamais arrivé dans l'histoire, l'équation budgétaire est impossible à réaliser.

Pour faire face, nous devons remettre en question certaines de nos politiques. Même un collégien parviendrait à la même conclusion : des dépenses de fonctionnement pour les prestations sociales en forte hausse, des recettes de fonctionnement en baisse et l'impossibilité d'emprunter pour ne pas obérer l'avenir de notre Collectivité

et préserver les générations futures. Résultat : il nous faut faire des choix... Qui dit choix, dit renoncement.

Ces choix ne peuvent porter que sur une réduction de nos investissements, une fois épuisée la baisse de voilure en fonctionnement. Ce qui est, je le reconnais, un non-sens en période de crise où les entreprises locales ont besoin de nous.

Par ailleurs, nous allons devoir déployer un certain nombre de mesures pour nous permettre d'affecter des crédits à des opérations prioritaires pour le développement de nos territoires, comme le haut-débit, l'habitat ou les transports...

Car c'est bien de cela qu'il s'agit... Derrière l'équation budgétaire impossible à réaliser, il y a des politiques qui vont être touchées par la baisse de nos marges de manœuvre. Il y a des associations, des communes ou des particuliers qui pourraient voir leur activité remise en cause par un moindre soutien de notre Collectivité...

Pour ma part, je m'y refuserai autant que possible. La baisse de nos subventions de 4% n'a pas été une décision facile à prendre l'an dernier, mais elle était nécessaire et elle a été comprise par la grande majorité de nos partenaires qu'il faut saluer. Mais je ne tiens pas à renouveler cette décision, tout comme je ne souhaite pas pénaliser nos communes et nos entreprises au moment où elles seules peuvent contribuer concrètement à la reprise économique.

C'est pourquoi, et parce qu'il faut bien équilibrer notre budget, je privilégierai un étalement de nos contributions aux projets portés par l'Etat. Il est en effet paradoxal que celui-ci baisse nos dotations, augmente nos charges, ne compense pas nos dépenses sociales déléguées et vienne dans le même temps nous demander de participer au financement de ses projets dans notre territoire en menaçant de ne pas les faire si nous ne payons pas ...

Franchement, si j'avais assujéti la réfection du Collège Rouget de Lisle de Schiltigheim, que nous allons inaugurer dans quelques jours, à une participation financière de la Ville, tout en lui supprimant ses subventions par ailleurs, je ne suis pas certain que ce projet aurait vu le jour et que les élèves auraient pu bénéficier de conditions d'études aussi modernes et fonctionnelles.

Aussi, en 2014, certains financements vers des projets portés par l'Etat seraient respectés mais pourraient être étalés sur plusieurs années afin de préserver notre capacité d'investissement pour des projets de proximité portés par les collectivités bas-rhinoises et inscrits dans les Contrats de Territoire.

Mes Chers Collègues,

Après vous avoir fait part de mon «humeur» pessimiste, je ne voudrais pas que nous soyons résignés et je suis décidé à rester optimiste. Nos difficultés ne doivent pas nous empêcher d'innover, d'aller de l'avant, de rechercher toujours le meilleur pour nos concitoyens et nos partenaires.

Et aujourd'hui, notre priorité, comme celle de nos concitoyens, c'est l'emploi. C'est pourquoi, nous aurons à nous prononcer ce matin sur le dispositif du Pacte de Réussite dont l'ambition est de remettre sur le chemin de l'emploi plus de 1 100 bénéficiaires du RSA. Mais pour atteindre cet objectif, rien ne se décrète ! Je peux répéter à l'envi que nous allons créer 1 000 emplois, si je suis seul, rien ne se fera...

C'est pourquoi, nous avons réuni autour de la table tous les acteurs économiques et publics qui pouvaient apporter, chacun à leur niveau, une petite pierre à l'édifice. Pour certains comme les collecteurs du 1%, ce sont des crédits pour la formation, pour Pôle Emploi, c'est leur connaissance du marché et leur savoir-faire en matière de préparation des candidats, pour la Région, c'est son offre de formation et pour les Chambres Consulaires, c'est tout le réseau des entreprises et des artisans du Bas-

Rhin qui se mobilise. Pour notre part, nous coordonnons, nous apportons l'expérience de notre équipe emploi et notre capacité à présenter des candidats adaptés aux postes proposés. La complémentarité de chacun des intervenants, leur volonté de travailler ensemble, parfois pour la première fois, sur un projet motivant, dégagent des synergies et permettent d'apporter des solutions où jusqu'alors chacun ne voyait que des problèmes.

C'est un vrai pari sur l'intelligence collective mais également un vrai espoir pour un millier de bénéficiaires du RSA, et au-delà pour un millier de familles, de retrouver, en proximité, un emploi stable et donc une vraie sérénité et un parcours de vie dégagé.

Un tel projet donne des vraies raisons d'être optimiste et c'est sur cet espoir que je conclurai mon propos liminaire de ce matin.

Au regard de nos contraintes budgétaires et de l'évolution institutionnelle de nos cantons, sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir le 18 novembre, nous allons certainement devoir « réimaginer » notre identité. Cela passera par plus de proximité encore, plus d'ingénierie. C'est à nous qu'il appartient de construire le département de demain, celui qui répondra le mieux aux attentes des Bas-Rhinois et je vous propose de commencer à le faire au travers des rapports que nous allons examiner. Je vous remercie de votre attention.